

communiqué



Baisse sans précédent des revenus agricoles : le gouvernement n'a pas pris conscience de la gravité de la situation

Le revenu des agriculteurs a considérablement chuté en 2009. L'élevage laitier et les productions végétales sont particulièrement concernés, avec des baisses de l'ordre de - 30 à - 50 %. À la suite de la plus grande libéralisation des marchés agricoles jamais vue, les agriculteurs sont désormais exposés à des fluctuations de prix imprévisibles qui fragilisent les exploitations. Face à la brutalité des chiffres, le Ministre de l'agriculture vante bien maladroitement les mérites du plan de soutien présenté par Nicolas Sarkozy en octobre 2009 alors qu'à peine la moitié des budgets annoncés ont été débloqués !

Les très graves difficultés que traverse le monde agricole sont structurelles et systémiques. Elles laisseront bon nombre d'exploitations sur le bord de la route. Au-delà de la crise économique, c'est bien une crise profonde, que traverse le monde agricole, en perte totale de repères, et plus fragilisé que jamais.

Alors que la politique agricole de l'après 2013 risque de réduire considérablement les aides agricoles, c'est bien d'un changement majeur dont l'Europe et la France ont besoin dès maintenant.

Les parlementaires socialistes ont prît acte de « *l'appel de Paris pour une nouvelle régulation des marchés agricoles* » lancé le 10 décembre par le ministre de l'agriculture. Mais quelle crédibilité a-t-il ?

Il faut rappeler que ce sont les majorités de droite au conseil des ministres européen, soutenues par le gouvernement français, qui ont été les pourvoyeuses des politiques libérales qui asphyxient aujourd'hui le monde agricole.

Pour Jean-Michel Villaumé, la mise en place de la régulation des marchés agricoles n'est pas un slogan diplomatique : c'est une urgence politique qui se doit d'être sincère et durable. Elle passe par le maintien d'outils d'intervention sur les marchés et une juste répartition des aides et des soutiens.

L'an dernier par exemple, les producteurs laitiers avaient dû faire face à une décision unilatérale de baisse du prix d'achat du lait imposée par les industriels avec les conséquences que l'on sait. La disparition des quotas va entraîner une désorganisation de la production laitière profitable ni au consommateur ni au producteur. À terme, une non-maîtrise du marché provoquera la disparition de nombreux producteurs en perturbant l'équilibre des productions et engendrerait des incertitudes quant à la régularité des approvisionnements.

Le système est à double face et tant les consommateurs que les producteurs sont victimes du système : en fonction du type de produit, ce sont tantôt les industriels, tantôt les distributeurs qui s'accaparent les marges.

D'autre part, la loi de modernisation de l'économie, votée par la Droite, il y a un peu plus d'un an, a constitué une rupture fondamentale avec le système de formation des prix en France. Cette loi a permis à quelques oligopoles de la distribution alimentaire de dénoncer les accords interprofessionnels pour décider seuls, de l'évolution des prix payés aux producteurs, en les mettant dans une concurrence exacerbée à l'échelle européenne.

A ce rythme, le gouvernement continue de faire mourir les agriculteurs à petit feu. C'est inconcevable !

le mercredi 23 décembre 2009.

Contact presse : jmvillaume@assemblee-nationale.fr - 03 84 62 40 20

PERMANENCE PARLEMENTAIRE
2, rue Desault - 70200 LURE
Tel. : 03.84.62.40.20
Fax : 03.84.62.40.94

ASSEMBLEE NATIONALE
126, rue de l'Université - 75355 PARIS 07 SP
jmvillaume@assemblee-nationale.fr
www.depute-villaume.fr